

Centrafrique : La France tente de sauver son « centre à fric »

jeudi 28 mars 2013, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mars 2013).

Le NPA condamne l'envoi en République centrafricaine (RCA) de deux cents soldats français supplémentaires, qui s'ajoutent aux cent-quatre-vingts envoyés en janvier dernier et aux quatre cents déjà présents auparavant.

Il condamne le meurtre par l'armée française de deux Indiens et les blessures infligées à neuf ressortissants indiens et tchadiens à l'aéroport de Bangui lundi 25 mars. Mais si les autorités françaises ont tenu à présenter leurs excuses, elles ne comptent pas rompre avec leur politique néo-coloniale, ni présenter leurs excuses aux peuples de Centrafrique pour le soutien qu'elles apportent depuis plus de cinquante ans aux régimes dictatoriaux.

Depuis 2003, l'armée française s'est engagée aux côtés du général putschiste François Bozizé et de son parti unique, le KNK. En 2006 et 2007, elle a pris part, aux côtés des Forces armées centrafricaines, aux combats et aux massacres de populations civiles. Elle a pris part à la répression contre toute opposition démocratique au régime de Bozizé.

La rapidité de l'offensive de la Séléka, coalition hétérogène de groupes rebelles, qui a pris les armes le 10 décembre 2012, montre la fragilité du régime et du processus de paix parrainés par la France. L'ancienne puissance coloniale a beau jeu, désormais, de condamner « le recours à la force ». Elle a également beau jeu, comme au Mali ou en RDC, de se cacher derrière de prétendues « forces africaines », en réalité totalement inféodées à l'impérialisme français.

Son seul souci reste de protéger ses intérêts et ses ressortissants en RCA. Il s'agit notamment du projet d'exploitation d'uranium de Bakouma par Areva, des mines de diamants et des marchés publics détenus par des multinationales françaises.

Comme au Mali, au Niger et dans toute l'Afrique, la France, son armée et ses entreprises doivent partir et laisser enfin aux peuples d'Afrique le droit de gérer eux-mêmes leur avenir.

NPA, Montreuil, le 26 mars 2013.
